

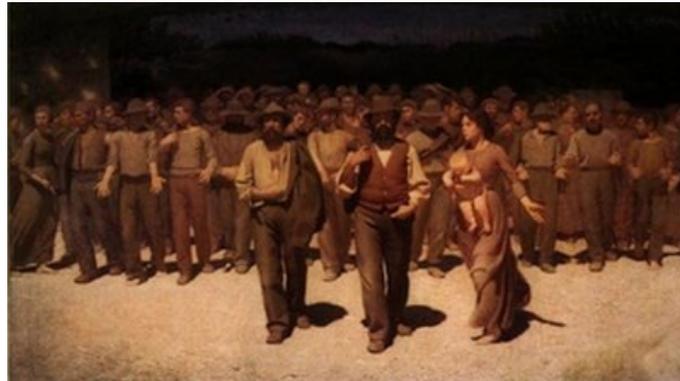


La Commune



Appel au rassemblement pour le soutien au peuple grec, la rupture avec l'UE et l'euro

La Commune partage et signe cet appel. Signez massivement !



Le 13 juillet a résonné en Grèce comme un coup de tonnerre contre le peuple Grec, les peuples de tous les pays d'Europe, les Nations.

Après le référendum qui a annoncé sans détour le refus de tout nouveau plan d'austérité, le gouvernement Tsipras a été conduit à renier le vote populaire et à accepter le contraire de ce que le peuple souverain avait exprimé dans les urnes - comme ce fut le cas en France après le vote « non » au traité de 2005 quand l'UMP et le PS firent passer le traité de Lisbonne. Peu important les spéculations sur les raisons du leader de Syriza : pressions, chantages, capitulation, trahison... Le résultat terrible est là annonçant des jours funestes pour les Grecs dont les souffrances vont redoubler ...

Avec les développements de la crise grecque sous l'impulsion de la Troïka - l'UE, la BCE, le FMI - chacun est placé devant ses responsabilités. D'autant plus qu'une nouvelle crise mondiale gronde, économique, sociale, politique et aussi humanitaire comme le montrent les réfugiés.

Dans le cadre de l'Union européenne, même une politique très mesurée de type « social-démocrate » traditionnelle - quelques réformes sociales dans le cadre d'une « gestion loyale du capitalisme » - est devenue intolérable. La discipline de l'UE, acceptée par l'immense majorité des partis « de gauche » et même de la « gauche radicale », exige que soient détruites toutes les conquêtes de la classe ouvrière et toutes les institutions issues des décennies de luttes ouvrières, que soient bafoués les moindres principes démocratiques, que soit reniée la souveraineté des peuples et des Nations. Il faut choisir : ou l'UE et l'euro, ou la défense de la démocratie, des conquêtes sociales.

La situation des réfugiés vient démontrer une fois de plus que l'Union Européenne est un obstacle à toute réponse humanitaire et sociale. Seules les Nations peuvent et doivent prendre leurs responsabilités, librement, selon les principes qui les fondent.

Dans cette situation, malheureusement, n'existe dans notre pays aucun regroupement politique, clairement conscient des enjeux, qui puisse porter l'organisation de la révolte contre l'UE et l'euro. Au contraire, sous les coups de la crise, les partis et groupes hostiles à « l'Europe libérale » et la politique d'austérité scissionnent, les militants s'éparpillent, parfois s'excommunient réciproquement.

Le Front de Gauche n'est plus qu'un souvenir, tiraillé entre ceux qui veulent prendre leur autonomie et ceux qui veulent sauvegarder leurs places par une alliance avec le PS. Le Parti de Gauche connaît une hémorragie de militants, des exclusions et ceux qui préconisent la rupture avec l'euro sont poussés vers la porte.

Au parti communiste, autre composante du « Front de gauche » avec le « parti de gauche », le soutien à l'Union européenne est explicite, et toute opposition ne trouve aucun moyen d'expression et d'action... Le POI, qui s'était toujours placé sur la ligne de la défense du mouvement ouvrier, de la démocratie et de la république et pour la rupture avec l'UE est en voie d'explosion.

Au parti socialiste même, à la traîne de François Hollande qui porte avec Angela Merkel et les différents responsables de l'Union Européenne la responsabilité du terrible coup porté aux Grecs, les quelques voix qui se font entendre sont étouffées...

Ces querelles de chapelle, ces invectives et ces oukases motivés par la défense d'intérêts d'appareils à courte vue sont-ils acceptables dans la situation que nous vivons ? Faut-il définitivement laisser à Mme Le Pen le monopole de l'opposition à l'UE et de la défense de la souveraineté nationale ?

Une course de vitesse est engagée. Les petites manœuvres ne sont vraiment plus de mise. Il y a aujourd'hui des centaines de milliers, des millions de travailleurs, de jeunes, de retraités qui n'en peuvent plus de la politique d'austérité imposée par le capitalisme et ses représentants politiques et qui ne voient plus d'issue.

N'est-il pas temps de frapper tous ensemble pour dire NON à la destruction des acquis sociaux, NON aux baisses de salaires, NON à la mise en coupe réglée des retraites, NON à la liquidation des services publics, NON au chômage de masse organisé pour maintenir « l'armée industrielle de réserve » ?

N'est-il pas temps de redonner la parole au peuple, qui seul peut décider de son propre destin ? Et pour cela n'est-il pas nécessaire de défendre la souveraineté nationale contre les diktats de l'oligarchie européenne ?

Si l'euro est l'instrument de la discipline austéritaire de l'UE, la sortie de l'euro ne s'impose-t-elle pas comme le seul moyen de répudier toutes ces dettes illégitimes au nom desquelles est organisée la régression sociale ?

Nombreux sont les citoyens, militants, courants et groupes qui donnent les mêmes réponses à ces questions. Nombreux sont ceux qui savent qu'il nous faut dire Non aux politiques d'austérité, et pour cela sortir de l'UE et de l'euro pour pouvoir dire Oui à la démocratie et à la souveraineté populaire, oui à la république « laïque, démocratique et sociale, une et indivisible » !

C'est pour cette raison que nous, signataires de ce texte, décidons d'unir nos forces sur ces objectifs, quelles que soient par ailleurs nos divergences sur une question ou une autre... Sur l'essentiel, la rupture avec l'UE et la sortie de l'Euro, pour défendre les droits sociaux et démocratiques, nous décidons d'engager une réflexion commune et d'agir ensemble. Nous décidons par ailleurs de nous adresser à toutes les organisations, citoyens, militants susceptibles de rejoindre cette démarche essentielle, pour que ces questions soient débattues publiquement sans anathèmes et pour envisager les voies et les moyens de l'unité sur ces bases programmatiques claires. Une fois encore : il y a des divergences sur toute une série de questions. Il est nécessaire d'en débattre. Mais cela ne doit en aucun différer la nécessité de l'unité contre l'UE et l'euro, pour la souveraineté populaire et la république, pour la défense du peuple des travailleurs, des chômeurs et des jeunes.

[\[https://www.change.org/p/%C3%A0-tous-les-citoyens-appel-au-rassemblement-pour-le-soutien-au-peuple-grec-la-rupture-avec-l-ue-et-l-euro?recruiter=376548612&utm_source=share_petition&utm_medium=email&utm_campaign=share_email_resp\]](https://www.change.org/p/%C3%A0-tous-les-citoyens-appel-au-rassemblement-pour-le-soutien-au-peuple-grec-la-rupture-avec-l-ue-et-l-euro?recruiter=376548612&utm_source=share_petition&utm_medium=email&utm_campaign=share_email_resp)

Modifié le mardi 08 septembre 2015

Voir aussi dans la catégorie Grèce

Victoire à la Pyrrhus pour Tsipras

Incapables de rompre avec l'UE et ses institutions, donc incapables de mettre un terme définitif à l'austérité et à la misère, Tsipras et Syriza sont allés de reniements en trahisons... >>



Appel au rassemblement pour le soutien au peuple grec, la rupture avec l'UE et l'euro

La Commune partage et signe cet appel. Signez massivement ! >>

Grèce : « Un génocide social »

« L'économie, l'État, la politique de la bourgeoisie et ses relations internationales sont profondément atteintes par la crise sociale qui caractérise la situation pré-révolutionnaire de la... >>

Tsipras-Syriza vont à Canossa (1)

Le 5 juillet c'est pourtant par un « non » massif que le peuple grec a rejeté par 61,3 % des voix le plan d'aide des créanciers (« Troïka » - Commission Européenne (CE), Banque... »

La Troïka toujours aux commandes de la Grèce

Sans rupture avec l'Union européenne et ses institutions, sans l'exigence de l'annulation de la dette, il est impossible de mettre un terme à l'austérité, impossible de lutter contre le... »
